

Table des matières

RECOMMANDATIONS	1
Recommandations émises par les travailleurs et travailleuses sociaux·ales de rue	1
Recommandations émises lors des ateliers régionaux	3
Recommandations émises par les jeunes	4

RECOMMANDATIONS

Recommandations émises par les travailleurs et travailleuses sociaux·ales de rue

1. GÉNÉRAL – LE TRAVAIL SOCIAL DE RUE

Le travail social de rue, instrument essentiel dans l'accompagnement des personnes, a une dimension politique intrinsèque et une vision de la société ouverte, inclusive et solidaire. Le troisième Forum 'Paroles de rue', fut une occasion pour réfléchir sur notre rôle de travailleurs et travailleuses sociaux·ales de rue, non seulement par rapport aux bonnes pratiques, mais aussi pour faire entendre notre voix dans le débat politique.

- Nous recommandons de reconnaître le travail social de rue comme une partie centrale du système de garantie et exercice des droits humains, ainsi qu'une pratique spécifique et nécessaire dans la construction de la cohésion sociale. Ce travail doit être considéré comme essentiel spécialement en temps de crise, pour sa capacité de contact avec les personnes en rupture, et pour sa méthode adaptative et efficiente, centrée sur la relation et non sur une logique de problème/solution (ou performance/résultat).
- La reconnaissance du travail social de rue devrait se concrétiser, dans les États membres, avec un cadre légal qui en définit les missions ; nous prônons pour que notre travail ne soit pas inscrit dans une logique sécuritaire et de contrôle de l'ordre public.
- Pour que le travail social de rue ait du sens, il est nécessaire de privilégier les financements à long terme, trop souvent il est lié à des programmes éphémères, qui privent le travail social de sa nature.
- Dans l'objectif de professionnalisation de notre métier, il est nécessaire de penser et construire des formations en travail social de rue, tant dans les parcours d'étude supérieurs, que dans l'offre des formations pour travailleurs et travailleuses.

2. EDUCATION

- Le travail social de rue est un outil fondamental pour la promotion et la protection des droits humains, pourtant il est nécessaire de le considérer comme faisant partie du système éducatif.
- Les écoles et les espaces éducatifs doivent être inclusifs, ouverts, flexibles et capables de s'adapter continuellement aux circonstances et aux besoins des communautés, promouvant la cohésion sociale et la fluidité entre les différents espaces éducatifs.
- Il est nécessaire de développer des systèmes scolaires attentifs aux besoins spécifiques de chaque élève, particulièrement à celles et ceux qui font partie des populations vulnérables.
- A cet égard, nous invitons les États membres à suivre et implémenter les principes contenus dans la convention internationale de l'enfant (Art. 28,29)

3. GENRE

- Nous soutenons l'Union Européenne dans son travail de sensibilisation et de lutte contre les discriminations sur base de l'identité de genre et de l'orientation sexuelle. En tant que travailleuses et travailleurs de terrain, nous observons les risques et la souffrance engendrées par ces discriminations ; un effort pour une société inclusive et respectueuse des toutes les identités est nécessaire à tous les niveaux de pouvoir, malheureusement des tendances qui vont dans le sens opposé continuent de s'affirmer dans certains États membres.
- Il est donc important de soutenir les organisations de la société civile et les professionnel-le-s de l'éducation et du social dans l'élaboration des programmes de promotion des droits liés à la diversité d'identité de genre et d'orientation sexuelle, ainsi que dans la lutte pour l'égalité entre les genres.

4. MIGRATION, DISCRIMINATION, DROITS DES POPULATIONS MARGINALISÉES ET EN SITUATION DE RUE.

Parmi les personnes que nous accompagnons se trouvent des groupes particulièrement vulnérables et qui se trouvent aux marges de la société. Certains vivent dans la rue ou se trouvent 'en situation de rue'. Par exemple, les migrant-e-s - en particulier sans papier - et les réfugié-e-s font face régulièrement à des difficultés sérieuses en termes d'accès à un logement, des soins de santé, une éducation et un travail adéquats.

- Nous rappelons que les services sociaux doivent être facilement accessibles à toute personne, y compris celles en situation de rue, et qu'ils forment partie d'un plan global qui puisse garantir leurs droits.
- Il nous paraît important que le médiateur européen (EU Ombudsman) joue un rôle plus central dans la défense des droits des personnes en situation de rue.

5. LOGEMENT

Le droit au logement est un droit humain fondamental : nous recommandons avec force à l'Union Européenne d'encourager les États Membres à implémenter des politiques suivant ces principes :

- Un logement pour les jeunes en grande précarité comme mesure préventive contre le sans-abrisme et l'errance.
- Une politique en matière de logements sociaux courageuse, cohérente et adaptée, dans l'objectif de rendre disponibles aux personnes un logement digne, spécialement dans les quartiers défavorisés.
- Implémentation d'un contrôle des loyers et lutte, aussi à travers des actions préventives, contre la spéculation immobilière et d'autres pratiques limitant l'offre de logement abordable. Ces mesures devraient comprendre, par exemple, l'occupation et l'adaptation des bâtiments vides pour la création des logements ainsi que la régulation des plateformes para-hôtelières (Ex. AirBnB)
- Fournir des aides spécifiques aux jeunes avec bas revenus qui achètent leurs premières maisons.
- Lutter contre la discrimination à l'égard des minorités (ex. : migrant-e-s) quant à l'accès aux logements sociaux.

6. L'ESPACE PUBLIC

L'espace public, tel que nous, les travailleurs et travailleuses sociaux-ales de rue, le concevons, est avant tout un lieu de rencontre, comme lieu de vie, comme "agora" pour les habitants et habitantes,

est un espace de citoyenneté, d'échange et de jeu, qui nous permet d'entrer en contact avec nos publics.

- Nous demandons de penser et de faire vivre ces espaces en tenant particulièrement compte des publics fragilisés (femmes, filles, usagers et usagères de drogues, sans-abris, jeunes...) trop souvent exclus de l'équation.
- Face à l'omniprésence des espaces de service numérique, nous recommandons de maintenir des espaces d'accueil physique ouverts afin que cette dématérialisation des supports et des services ne produise pas l'exclusion des publics fragilisés de l'accès aux droits et à l'information, à la santé, ...

7. DROGUES ET ADDICTIONS

- Nous recommandons de considérer l'addiction comme un problème de santé publique, parfois de santé mentale et non de criminalité.
- Nous prônons une décriminalisation des usagers et usagères de drogues. Nous insistons pour un renforcement d'un travail social permettant de prendre soin des usagers et usagères dans leur globalité, l'addiction n'est bien souvent que le symptôme d'un mal être plus profond. Les pays qui ont fait le choix de la décriminalisation tel que le Portugal, avec des politiques de réductions des risques obtiennent des résultats qui vont selon notre vision dans le bon sens.
- Nous recommandons de multiplier l'ouverture de lieux qui favorisent ces réductions, comme des salles de shoot, des lieux d'échange de seringues, etc.

Recommandations émises lors des ateliers régionaux

Europe

Nous invitons l'Union européenne :

- Dans le cadre de la Charte Sociale européenne révisée du Conseil de l'Europe, à encourager les États membres à adopter le protocole de réclamation collective qui y est lié. Actuellement, seulement 15 États l'ont adoptée.
- À ratifier la Convention européenne des Droits de l'Homme.
- À prévoir une procédure contradictoire entre les États membres, la Société civile et l'Union européenne sur la mise en œuvre du pilier des Droits sociaux européen.
- À développer une stratégie de communication directe avec les citoyens et citoyennes des États membres.
- À considérer les impacts sociétaux du numérique sur les Droits Sociaux.
- À renforcer son unité et accroître les coopérations entre les instances intergouvernementales en priorisant l'intérêt de la population européenne.

Amérique

- Il y a lieu de privilégier une approche Droits Humains dans tout programme plutôt qu'une approche basée sur les besoins, qui déshumanise et renforce l'assistanat plutôt que l'émancipation.
- Il y a lieu de lutter intensivement contre la stigmatisation des populations en situation de rue et toutes autres populations discriminées (LGBTQ+, migrants et migrantes, population autochtones, gens de voyage...)
- Il y a lieu de mettre en place une instance Politique Panaméricaine de suivi, de monitoring et d'évaluation qui rend compte du respect des Droits Humains dans chaque pays.

- Il y a lieu de reconnaître le rôle de défenseur·e des Droits sociaux et Humains dans la pratique des éducateurs et éducatrices de rue (travailleurs et travailleuses sociaux·ales de rue).

Afrique

- Les états africains doivent financer les services sociaux/ONG/associations qui sensibilisent les populations jeunes et moins jeunes sur les problématiques migratoires.
- Il y a lieu de prendre en considération le jeunes dans ses spécificités, croyances, valeurs, vision, problèmes et son parcours migratoire entre autres.

Asie

- Il y a lieu de mettre en place une instance Politique internationale de suivi, de monitoring et d'évaluation qui rend compte du respect des Droits de l'Enfant dans chaque pays.

Recommandations émises par les jeunes

Cette semaine, nous aussi nous avons eu notre mot à dire au Forum, en tant que jeune. Pendant un après-midi, on s'est regroupé entre jeunes de Bruxelles de différents quartiers. Bon normalement, on devait rencontrer des jeunes européens et européennes, mais à cause du Covid tout cela a été annulé. C'est un peu triste, mais nous avons quand même pu rencontrer des travailleurs et travailleuses de rue du monde entier. Du coup, on a pu leur montrer les idées et les projets que l'on réalise ici.

Par exemple, les jeunes du quartier du Merlo ont montré un film qu'ils ont réalisé pour mettre en lumière les stéréotypes que les gens ont sur les jeunes. Ou encore les filles qui fréquentent Dynamo AMO Ixelles sont venues expliquer le fonctionnement de leur groupe 100 % filles qui mettent en place des activités faites par les filles pour les filles.

Ensuite, on a réalisé un questions-réponses avec les travailleurs et travailleuses du monde entier. On a pu en apprendre un peu plus sur eux-elles, sur leur travail et pourquoi ils-elles aimaient tant le faire. On a aussi pu répondre à leur question et leur expliquer comment nous les jeunes, on perçoit les adultes et que tant que nous sommes traités avec respect et compréhension alors tout se passe bien.

Après le questions-réponse, nous avons pu nous exprimer à propos des idées et des recommandations que les travailleurs·euse·s avaient dégagé durant les deux premiers jours du forum. Nous avons fait cela par une activité de débat mouvant et nous avons pu nous apercevoir que parfois nos visions de la rue et de son organisation étaient différentes. Mais c'est normal, après tout, ils sont des travailleurs·euse·s adultes et nous nous sommes des jeunes, nous voyons donc les choses de manière différente. Mais ici, la différence est une richesse à exploiter pour améliorer nos relations. Avec le débat, on a pu mieux se comprendre.

Pour finir, on s'est dit que des recommandations de travailleurs·euse·s, c'est bien, mais qu'avec des recommandations de jeunes, c'est mieux. On a donc réfléchi à des propositions qui amélioreraient l'espace public pour les jeunes. Alors on a tout de suite pensé faire interdire le racisme et les préjugés, cela nous semble évident, et on vous laisse réfléchir comment mettre ça en place rapidement.

Sinon, plus concrètement :

Il faudrait développer encore plus l'entraide et la solidarité. Par exemple faire plus d'associations ou de maisons d'accueil pour les jeunes, mais aussi pour les personnes sans abri ou les personnes qui se font harceler. On sait qu'il en existe déjà, mais pas encore assez. L'objectif de toute cette solidarité serait que chacun·e puisse se sentir bien dans sa vie.

Ensuite, il faudrait également qu'il y ait plus d'infrastructures dans l'espace public par exemple :

- Avoir des toilettes publiques gratuites
- Plus d'espaces verts avec encore plus de bancs, de tables de ping-pong et d'espaces de jeux
- Développer des fermes urbaines et des potager urbains
- Aménager des espaces pour faire du sport
- Ou encore développer un réseau Wifi public et gratuit pour tous et toutes

Et comme on a pensé à tout, on pourrait rénover des bâtiments inoccupés ou abandonnés pour gagner de la place.

Il faudrait également développer une sécurité plus correcte. On pense que la sécurité est importante, mais il faut trouver un juste milieu et sortir de certains stéréotypes pour que la sécurité soit la même pour tout le monde.

On pense aussi que la manière de vivre sa religion ne devrait pas être un frein pour aller à l'école ou simplement être dans l'espace public.

Enfin, il faudrait beaucoup plus prendre en compte la situation financière des jeunes. On devrait rendre toutes les écoles gratuites pour que chacun·e puisse faire les études qu'il·elle souhaite. Développer des logements abordables pour les jeunes ainsi que des aides plus accessibles et adaptées au coût de la vie.

Voilà, on vous remercie de nous avoir écoutés. Ces recommandations ne représentent qu'une petite partie de la jeunesse, mais nous espérons qu'elles vous donneront déjà des pistes de réflexion. Et puis si vous avez encore besoin de plus d'idées n'hésitez pas à nous demander, les travailleurs et travailleuses sociaux·ales savent où nous trouver. Après tout, c'est toujours mieux lorsqu'on travaille ensemble non ?

Plus de recommandations émises par les jeunes

1. Robot qui donne de la bouffe à volonté quand on marche
2. Connexion gratuite partout
3. Accepter les trainings
4. Accepter les signes religieux dans l'espace public
5. École gratuite
6. Wifi illimité gratuit
7. Une sécurité correcte (se sentir en sécurité – mais sans abus des autorités)
8. Skatepark
9. Plus de respect
10. Plus de toilettes publiques gratuites
11. Organiser des fêtes chaque samedi
12. Plus de maisons de jeunes
13. Rénover les bâtiments
14. Créer plus d'espace pour faire du sport
15. Organiser plus d'activités extrascolaires
16. Ramassage de déchets
17. Organiser des activités à la ferme – ferme dans la ville –
18. Plus de potager
19. Visiter les quartiers, connaître leurs histoires
20. Parc d'attraction
21. Un château
22. Magasin de marque à -80%

23. Une banque gratuite
24. Concert gratuit tous les jours
25. Coiffeurs gratuits
26. Revalorisation des salaires
27. Camions de dépollution
28. Plus d'école obligatoire
29. Enlever toutes les mauvaises personnes
30. Donner un logement aux personnes pauvres
31. Autoriser le port du voile à l'école
32. Ouvrir une piscine à Forest
33. Aider toutes les personnes dans le besoin
34. Accompagner les personnes harcelées et faire attention à eux
35. Interdire le racisme
36. Interdire les préjugés
37. Plus de maisons de quartier
38. Coût de la vie moins cher
39. Plus d'activités pour plus de solidarité entre les jeunes et adultes
40. Un aménagement des parcs (table, table de ping pong, ...)
41. Des babyfoots
42. Des journées foot quelques jours par semaine
43. Des bus qui mènent directement à des endroits
44. Aider les personnes dans le besoin, faire tout pour que chacun se sente bien